



# DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU LAUTRECOIS - PAYS D'AGOUT

Séance du 31 octobre 2013

L'an deux mille treize et le trente et un octobre à vingt heures trente, le conseil communautaire s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Raymond GARDELLE.

**PRESENTS :** MM BESSETTES - BLANC - CAUQUIL - CURETTI - FABRIES - GROS - TACCONNE - VIALA B. - VIALA D. - MMES COUGNENC - DURIS - FADDI - GILBERT HEBRARD - RABOU - MM BONNET - BOUTIE - COLOMBIER - DUVAL - JEANZAC - LENCOU - MAUREL - MAZARS - SARRAN - VANDENDRIESSCHE - VERNHES.

*N° 2013/190*

**Objet : Budget Principal – Travaux d'entretien sur la Commune de Jonquières : Mise en recouvrement**

Monsieur le Président rappelle que l'ex CC du Lautrécois réalise des travaux d'entretien pour les Communes de son territoire. A ce titre, une convention devait être conclue entre la CCL et les Communes.

Ces conventions n'ayant jamais été conclues, une délibération est aujourd'hui nécessaire afin de pouvoir mettre en recouvrement ces sommes. Il ajoute ensuite que les conventions seront rapidement élaborées pour permettre la régularisation de ce fonctionnement.

Afin de pouvoir émettre les titres des travaux qui ont déjà été faits, Monsieur le Président propose que les membres du Conseil approuvent la mise en recouvrement de ces titres conformément au détail ci-dessous :

- Entretien des espaces verts (23 et 24/09/13).....525,00 € TTC
- Réparation lampe à Sauzières le 30/09/13.....26,24 € TTC
- Travaux divers des 3-11 et 18/09/2013.....56,00 € TTC

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté, à l'unanimité :

- approuve la mise en recouvrement de titres relatifs à des travaux d'entretien à émettre à l'encontre de la Commune de Jonquières sur le Budget Principal, comme détaillés ci-dessus,
- autorise Monsieur le Président à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus.  
Pour copie conforme.

Le Président,

Acte rendu exécutoire après dépôt en  
Sous-Préfecture le 5 novembre 2013.

Raymond GARDELLE